

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement
Lorraine

METZ, le 22 mai 2014

UT DREAL 57
4, rue François de Guise
C.S. 50551 - 57009 METZ CEDEX 1

AA

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

- OBJET** : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).
Société CIMULEC à ENNERY.
- RÉF.** : Vos transmissions datées des 24 septembre 2013, 07 novembre 2013, 18 février 2014,
17 avril 2014 et 28 avril 2014.
- P.J.** : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

--	--	--

* Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête.

Par transmissions visées en référence, la Société CIMULEC vous informe de l'évolution du classement de ses installations au titre de la législation des ICPE suite aux modifications récentes de la nomenclature. La société vous déclare aussi le montant des garanties financières relatif à ses installations.

1) Installations Classées

La Société CIMULEC est autorisée à exploiter une usine de fabrication de circuits imprimés par arrêté préfectoral d'autorisation n° 2005-AG/2-376 du 26 septembre 2005 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-103 du 27 avril 2009.

2) Déclarations de l'exploitant

2.1) Demande de modifications relative au classement

Rubrique n° 2920

Suite à la parution du décret n° 2010-1700 du 30 décembre 2010 modifiant la nomenclature des installations classées et particulièrement la rubrique n° 2920, l'exploitant déclare que ses activités ne relèvent plus de cette rubrique.

Rubrique n° 2950

Lors de sa visite d'Inspection du 10 septembre 2013, l'exploitant a informé l'Inspection que l'installation de traitement et de développement des surfaces photosensibles à base argentique est un procédé photographique et non industriel. Par conséquent l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 septembre 2005 présente une erreur au niveau du tableau des activités et de la rubrique n° 2950.

Dans son courrier du 20 septembre 2013, l'exploitant informe le Préfet de la diminution de la surface traitée dans son traitement et développement de surfaces photosensibles à base argentique par photographie. La surface traitée est de 2 500 m², elle est inférieure au seuil de la déclaration fixé à 5 000 m². L'exploitant déclare que ladite activité ne relève plus de la législation des ICPE.

Rubrique n° 2567

Suite à la parution du décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées et notamment en introduisant des seuils dans la rubrique n° 2567 relative à l'étamage de métaux, l'exploitant déclare que le procédé utilisé est l'immersion dans un métal fondu et que le volume des cuves est égal à environ 30 L et est inférieur au seuil déclaratif fixé à 100 L.

Classement IED

Suite à la parution du décret n° 2013-375 du 02 mai 2013 modifiant la nomenclature des ICPE en créant les rubriques 3000 relatives aux émissions industrielles (activités dites IED), la Société CIMULEC déclare dans un courrier daté du 14 octobre 2013 que ses activités relèvent de la rubrique n° 3260 « Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³ ».

Dans un deuxième courrier daté du 16 avril 2014, la Société CIMULEC se repositionne par rapport à la rubrique n° 3260. Le volume des cuves considéré dans un premier temps tenait compte du volume des bains affectés au nettoyage et dégraissage des métaux ou de matières plastiques. Or le nettoyage et dégraissage est un traitement sans réaction électrolytique ou chimique et ne relève par conséquent pas de la rubrique n° 3260.

Par conséquent le volume affecté au traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique est de 28,420 m³. Ce volume est inférieur au seuil de la rubrique fixé à 30 m³.

Les activités de la Société CIMULEC ne relèvent pas de la rubrique n° 3260.

2.2) Autres modifications de l'arrêté préfectoral d'autorisation

L'article IV-5 de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-376 du 26 septembre 2005 dispose que :

« Les eaux de ruissellement sur les sols imperméabilisés et les eaux de toiture du site sont raccordées au réseau d'évacuation de la zone industrielle dont l'exutoire est le ruisseau des Vieilles Eaux.

Le rejet à la Moselle via le ruisseau des Vieilles Eaux est interdit à compter du 30 juin 2008. »

Le 14 mai 2008, l'exploitant informe le Préfet que les eaux pluviales rejoignent un bassin de décantation appartenant à la zone avant d'être rejetées dans la Moselle.

L'article IV-5 susvisé n'a jamais été modifié.

2.3) Garanties financières

Le décret n° 633-2012 du 03 mai 2012 a institué l'obligation de constituer des garanties financières pour certaines installations classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement.

L'objectif de ces garanties financières est de couvrir les frais de la mise en sécurité du site des installations visées par le dispositif en cas de défaillance de l'exploitant.

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par arrêté ministériel du 31 mai 2012. Pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de d'ENNERY, la Société CIMULEC est notamment concernée au titre de la rubrique n° 2565 et est tenue, en application de ce texte, de constituer ses garanties financières selon l'échéancier suivant :

- 20 % du montant total de la garantie avant le 1^{er} juillet 2014 ;
- 20 % du montant total de la garanties pendant les 4 années suivantes ou 10 % pendant les 8 années suivantes si les garanties sont contractées au près de la caisse des dépôts et consignation.

L'exploitant doit transmettre au Préfet pour le 1^{er} juillet 2014 un document attestant de la constitution de garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, la proposition de montant des garanties financières est à adresser au Préfet au moins six mois avant la première échéance de constitution soit pour le 31 décembre 2013 au plus tard pour la Société CIMULEC.

Cette proposition de calcul a été transmise par l'exploitant par courrier du 04 avril 2014.

3. Analyse et proposition de l'Inspection

3.1) Classement IED

Au regard des déclarations de l'exploitant, les activités de la Société CIMULEC ne relèvent pas des activités dites IED.

3.2) Garanties financières

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- **Sc** : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.
- **Me** : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.
- **α** : indice d'actualisation des coûts.
- **Mi** : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.
- **Mc** : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres.
- **Ms** : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux de la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.
- **Mg** : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour le site de la Société CIMULEC, l'exploitant arrive aux montants suivants :

- Me = 29 606 €
- Mi = 0 €, le nombre de cuves enterrées étant de 0
- Mc = 650 €
- Ms = 14 749 €
- Mg = 1 155 €
- Les produits dangereux et déchets entrant dans le calcul sont :
 - les boues de traitement (code : 11 01 09*) : 10 t ;
 - autres acides (code : 06 01 06*) : 1 t ;
 - des acides non spécifiés ailleurs (code : 11 01 06* et nommé par l'exploitant « Acides dilués tredi ») : 50 t
 - des acides sulfuriques et acides sulfureux (code : 06 01 01*) : 0,5 t
 - des huiles d'usinage à base minérale sans halogènes (code 12 01 07*) et des huiles hydrauliques non chlorés à base minérale (code 13 01 10*) : 1 t ;
 - des emballages en matières plastiques (code : 15 01 02) : 1 t ;
 - des résines échangeuses d'ions saturées ou usées (code : 11 01 16*) : 2 t ;
 - les emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus (code : 15 01 10*) : 1 t ;
 - des acides de décapage (code : 11 01 05* et nommé par l'exploitant « NiCu tredi ») : 10 t ;
 - des solvants (code 14 06 03* et nommé par l'exploitant « Organiques tredi ») : 20 t ;
 - charbon actif usé provenant de l'épuration des gaz de fumées (code : 19 01 10*) : 3 t ;
 - des déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses (code : 08 01 11*) : 0,5 t ;
 - déchets non spécifiés ailleurs (code : 06 01 99) : 0,5 t.
- Le site ne possède pas de cuve enterrée.
- 3 piézomètres sont présents sur le site.

- Le site a une superficie de 4 010 m².
- Le site est clôturé sur quasiment tout son périmètre. 10 m de clôture sont à mettre en place. 10 panneaux d'interdiction d'accès au site seront à mettre en place.
- Le site est gardienné par télésurveillance.

L'indice d'actualisation des coûts a été établi sur la base des données suivantes :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence, soit 703,8
- Index₀ : indice TP01 de janvier 2011, soit 667,7
- TVA_R : 20 % (taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières)
- TVA₀ : taux de la TVA applicable en janvier 2011, soit 19,6 %.

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier et de l'indice d'actualisation, le coût total des garanties financières à constituer est estimé par l'exploitant à 52 000 euros.

Au regard de ces éléments, l'Inspection des installations classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations du site. Il est rappelé que le détail des calculs relève de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

Ce montant étant inférieur au montant libératoire fixé à l'article R. 516-1 du Code de l'environnement, la Société CIMULEC n'est pas tenue de constituer ces garanties financières. Elle reste toutefois soumise aux dispositions prévues aux articles L. 516-1 et suivants et R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Aussi, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

3.3) Autres modifications

Concernant la mise à jour des activités, le tableau de l'article 1^{er} du projet d'arrêté préfectoral supprime et remplace celui porté à l'article I-3 de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-376 du 26 septembre 2005 autorisant la Société CIMULEC à exploiter ses installations de fabrication de circuits imprimés situées sur la commune d'ENNERY.

Concernant l'article IV-5 de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-376 du 26 septembre 2005 relatif aux eaux pluviales, l'article 2 du projet d'arrêté préfectoral modifie la prescription.

Le projet d'arrêté préfectoral prend également en compte les suppressions de prescriptions liées aux activités soumises à déclaration à savoir les installations de compression et les installations relatives au développement et traitement de surfaces photosensibles.

4. Conclusions

Les informations communiquées par l'exploitant nécessitent une mise à jour de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-376 du 26 septembre 2005 encadrant les installations de la Société CIMULEC.

Nous vous proposons donc de soumettre à l'avis des membres du CODERST, le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires ci-joint établi en ce sens.

L'exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté et n'a pas formulé d'observation.

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2010-1700 du 30 décembre 2010 modifiant la rubrique n° 2920 relative aux installations de compression ;

Vu le décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 introduisant des seuils dans la rubrique n° 2567 de la nomenclature des installations classées relative à l'étamage de métaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-376 du 26 septembre 2005 autorisant la Société CIMULEC à poursuivre l'exploitation de ses installations de fabrication de circuits imprimés sur la commune d'ENNERY ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-DEDD/IC-103 du 27 avril 2009 modifiant l'arrêté préfectoral susvisé ;

Vu les déclarations de la Société CIMULEC datées du 12 septembre 2013, du 5 février 2014 et du 16 avril 2014 relatives à l'évolution de ses installations suite aux modifications de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la déclaration de la Société CIMULEC datée du 04 avril 2013 relative à la constitution de garanties financières ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 27 septembre 2013 référencé ENNERY_CIMULEC_2013_09_24_RAPVI_CBE_16684 constatant la nécessité de mettre à jour plusieurs prescriptions ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées du ;

Vu l'avis du CODERST en date du ;

Considérant que la Société CIMULEC déclare des modifications de ses installations et que lesdites modifications nécessitent une mise à jour de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-376 du 26 septembre 2005 ;

Considérant que l'Inspection des installations classées constate dans son rapport référencé ENNERY_CIMULEC_2013_09_24_RAPVI_CBE_16684 que les eaux pluviales rejoignent un bassin de décantation appartenant à la zone avant d'être rejetées dans la Moselle ;

Considérant que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations listée par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

Considérant que ces activités sont exploitées à des niveaux supérieurs aux seuils fixés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

Considérant que la proposition de calcul de garantie financière transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garantie inférieur à 75 000 euros ;

Considérant en conséquence que l'exploitant n'est pas tenu de constituer des garanties financières en, conformément aux dispositions libératoires de l'article R.516-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la MOSELLE ;

ARRÊTE

Article premier

L'article I-3 de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-376 du 26 septembre 2005 modifié est supprimé et remplacé par l'article suivant :

« Article I.3 Activités

Les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime de classement	Capacité maximale autorisée
2565-2-a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563. 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant : a) Supérieur à 1 500 L.	A	Volume = 35 m³.
2567-1	Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. 1. Procédés par immersion dans métal fondu Le volume des cuves est inférieur à 100 L.	NC	V = 30 L

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime de classement	Capacité maximale autorisée
2950-2	Traitement et développement des surfaces photosensibles à base argentique. 2. Autres cas (radiographie médicale, arts graphiques, photographie, cinéma) : La surface annuelle traitée étant inférieure à 5 000 m ² .	NC	Surface traitée = 2 500 m ² /an.

A : Autorisation, NC : non classable ».

Article 2

Le titre III de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-376 du 26 septembre 2005 modifié relatif aux installations soumises à déclaration est abrogé.

Article 3

L'article IV-5 de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-376 du 26 septembre 2005 modifié est supprimé et remplacé par l'article suivant :

Les eaux pluviales rejoignent un bassin de décantation appartenant à la zone avant d'être rejetées dans la Moselle.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des installations classées la convention de rejet.

Article 4 : Garanties financières

Article 4.1 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R516-2 du Code de l'environnement, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement.

Article 4.2 : Montant des garanties financières

Le montant initial de référence des garanties financières, défini sur la base de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif au calcul des garanties financières, est fixé à 52 000 euros TTC (avec un indice TP01 fixé au 31/12/2013 à 703,8 et un taux de TVA de 20 %).

Article 2.3 : Établissement des garanties financières

Conformément à l'article R. 516-1 du Code de l'environnement, l'exploitant n'a pas obligation de constituer ces garanties financières.

Article 2.4 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

Article 5 : Changement d'exploitant

Le présent article modifie et complète l'article II-3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2005-AG/2-376 du 26 septembre 2005.

Pour les installations relevant du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement, le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis. À défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le Préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

Article 6 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

À tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Type de déchets	Quantité maximale sur site en tonnes
Boues de traitement (code : 11 01 09*)	10
Autres acides (code : 06 01 06*)	1
Acides non spécifiés ailleurs (code : 11 01 06* et nommé par l'exploitant « Acides dilués tredi »)	50
Acides sulfuriques et acides sulfureux (code : 06 01 01*)	0,5
Huiles d'usinage à base minérale sans halogènes (code 12 01 07*) et des huiles hydrauliques non chlorés à base minérale (code 13 01 10*)	1
Emballages en matières plastiques (code : 15 01 02)	1
Résines échangeuses d'ions saturées ou usées (code : 11 01 16*)	2
Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus (code : 15 01 10*)	1
Acides de décapage (code : 11 01 05* et nommé par l'exploitant « NiCu tredi »)	10
Solvants (code 14 06 03* et nommé par l'exploitant « Organiques tredi »)	20
Charbon actif usé provenant de l'épuration des gaz de fumées (code : 19 01 10*)	3
Déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses (code : 08 01 11*)	0,5
Déchets non spécifiés ailleurs (code : 06 01 99)	0,5

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'environnement.

Article 8 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 9 : Article d'exécution